

N° de contrat avec TPSGC : 24062-170186/001/CY

N° de la ROP : 085-16

Date d'attribution du contrat : 20 décembre 2016

Date de livraison : 14 septembre 2017



Collecte des données pour le Sondage annuel auprès des fonctionnaires fédéraux

RAPPORT MÉTHODOLOGIQUE FINAL

Soumis au :

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
PSES-SAFF@tbs-sct.gc.ca

par :

LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Septembre 2017

This report is also available in English.

LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS

Bureau d'Ottawa

359, rue Kent, bureau 300

Ottawa (Ontario)

K2P 0R6

Tél. : (613) 235 7215

Télec. : (613) 235 8498

Adresse électronique : pobox@ekos.com

www.ekos.com

Table des matières

Sommaire..... 5

1.1 Contexte et objectifs du sondage 8

1.2 Échantillonnage 9

1.3 Élaboration et mise à l’essai du questionnaire..... 11

1.4 Mise en œuvre du sondage 14

1.5 Gestion de la base de données 19

- ANNEXE A : Questionnaire de sondage
- ANNEXE B : Taux de réponse selon l’organisation
- ANNEXE C : Mode de réponse selon l’organisation

Sommaire

Le Sondage annuel auprès des fonctionnaires fédéraux (SAAFF) est un bref sondage visant à enrichir la version plus exhaustive du sondage qui est réalisé tous les trois ans. Le SAAFF de 2017 a mis l'accent sur les priorités du gouvernement. À cette fin, le sondage a mesuré les opinions des employés au sujet de différents aspects de la mobilisation des employés, de même qu'au sujet des enjeux suivants : la diversité, le bien-être en milieu de travail, le harcèlement et la discrimination.

Les ministères et organismes devaient discuter des observations découlant du sondage auprès de leurs employés et devaient travailler avec eux et d'autres intervenants pour élaborer des solutions abordant les enjeux soulevés dans le sondage et pour les mettre en application. Les résultats découlant du sondage soutiennent aussi la Stratégie pour la fonction publique fédérale sur la santé mentale en milieu de travail, tout en contribuant au Cadre ministériel des résultats du Secrétariat du Conseil du trésor.

Le questionnaire de SAAFF de 2017 était conçu sous forme de sondage électronique, auquel les répondants pouvaient répondre en ligne. Il était aussi possible de répondre sur questionnaire papier ou dans le cadre d'une entrevue téléphonique.

Comme c'est le cas pour le SAFF, la population cible du SAAFF réunit l'ensemble des employés actifs des ministères et organismes de l'administration publique centrale, de même que des organismes distincts participants qui figurent aux annexes I, IV et V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les employés à plein temps, les employés nommés pour une période indéterminée ou déterminée, les employés saisonniers, les employés occasionnels et les étudiants étaient aussi admissibles au sondage, ainsi que les personnes nommées par le gouverneur en conseil.

Au total, 74 ministères et organismes ont choisi de participer au SAAFF de 2017. Cela représente plus de 95 % de la population de la fonction publique fédérale. Les 14 autres ministères ou organismes ont choisi de ne pas participer. Au nombre des 249 764 employés admissibles à participer, 129 997 ont répondu au sondage, y compris 109 681 personnes qui ont complété le sondage en anglais et 20 316 personnes qui l'ont complété en français, pour un taux de réponse de 52,0 %. Au nombre de l'ensemble des répondants, 128 905 (99,2 %) personnes ont participé au sondage en ligne, 1 059 (0,8 %) ont soumis des questionnaires papier et 33 (moins de 0,1 %) ont participé au sondage dans le cadre d'entrevues téléphoniques. Compte tenu de l'approche de recensement adoptée, qui englobe plus de 95 % de l'ensemble de la population des fonctionnaires, ainsi que des similitudes entre l'échantillon et la population, selon les caractéristiques connues, il est possible d'extrapoler les résultats et de les interpréter pour l'ensemble de la population des fonctionnaires au sein de la fonction publique centrale.

La valeur totale du contrat lié au projet de recherche sur l'opinion publique (ROP) s'est établie à 249 843,00 \$ (TVH comprise).

Nom du fournisseur : Les Associés de recherche EKOS

Contrat avec TPSGC : n° 24062-170186/001/CY

Date d'attribution du contrat : 20 décembre 2016

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette étude, veuillez adresser un message à l'adresse PSES-SAFF@tbs-sct.gc.ca

Cette attestation doit être jointe au rapport final présenté au chargé de projet.

J'atteste, par les présentes, à titre d'agente principale des Associés de recherche EKOS, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la *Politique de communication du gouvernement du Canada* et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature : Susan Galley, Vice-présidente principale
Les Associés de recherche EKOS Inc.

1. RAPPORT MÉTHODOLOGIQUE

1.1 *Contexte et objectifs du sondage*

Le Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux (SAFF) est un sondage réalisé tous les trois ans depuis 1999. Ce sondage recueille de l'information sur les points de vue des fonctionnaires fédéraux pour ce qui concerne la mobilisation des employés, le leadership, les effectifs et le milieu de travail. Les résultats du sondage mettent en évidence les domaines dans lesquels les organisations obtiennent de bons résultats, de même que les domaines dans lesquels des améliorations s'imposent. Ces données permettent aux organisations d'élaborer des plans d'action éclairés pour aborder les enjeux de gestion des personnes. Ces observations produisent des renseignements essentiels pour le Cadre de responsabilisation de gestion et elles permettent d'éclairer l'élaboration de politiques liées aux valeurs et à l'éthique, aux langues officielles, à la dotation en personnel, à la formation et aux autres domaines clés de la gestion des personnes.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) a défini la nécessité d'augmenter la fréquence des sondages réalisés à l'échelle de la fonction publique afin de recueillir des données sur les opinions récentes pour ce qui concerne les enjeux en émergence, ainsi que pour prendre note des enjeux et changements en temps opportun. Bon nombre de gouvernements provinciaux et territoriaux effectuent des sondages fréquents auprès de leurs employés, comme le font aussi certains gouvernements à l'étranger, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, qui tiennent annuellement un sondage auprès de leurs fonctionnaires. Le SCT a mis au point un court sondage qui renferme un sous-ensemble de questions faisant partie du SAFF à venir en 2017. L'objectif consiste à réaliser un court sondage annuel entre les éditions du sondage triennal afin de recueillir plus souvent les opinions des fonctionnaires au sujet d'enjeux clés.

Voici les enjeux clés que devait aborder le Sondage annuel auprès des fonctionnaires fédéraux (SAFF) : le bien-être en milieu de travail, la mobilisation des employés, l'innovation, le respect, la diversité, le harcèlement et la discrimination. Des études antérieures menées auprès des employés indiquent que les efforts axés sur le bien-être et la mobilisation des employés pourraient entraîner de vastes avantages pour les Canadiens aux chapitres de l'amélioration de la productivité dans le secteur public et de l'amélioration de la satisfaction des clients. Les perceptions des employés au sujet de la gestion des personnes et des pratiques connexes serviront à éclairer les efforts d'amélioration des processus, qui conduiront à une meilleure prestation de services pour les Canadiens.

a) Objectifs du sondage

- Produire de l'information essentielle, fondée sur des données probantes, sur la gestion des personnes, pour accroître la mobilisation des employés et pour améliorer la productivité dans la fonction publique;
- Faire un suivi des progrès sur le plan des pratiques de gestion des personnes pendant une période plus courte afin de réunir des points de vue pertinents qui pourront jeter les bases des changements de politiques;
- Veiller à ce que le SAAFF soit diffusé auprès des employés d'environ 74¹ ministères et organismes fédéraux en veillant à ce que cette version du sondage produise des taux de réponse semblables à ceux du sondage triennal (50 % -70 %);
- Élaborer un sous-ensemble de 34 questions provenant du SAFF, y compris 17 questions d'opinion et 17 questions démographiques, qui s'harmonisent avec le Vingt-troisième rapport annuel du Greffier au Premier ministre et avec la lettre de mandat du président du Conseil du Trésor du Canada (les questions doivent s'axer sur le respect, la diversité, la santé mentale, de même que le harcèlement et la discrimination).

1.2 Échantillonnage

Comme c'est le cas pour le SAFF, la population cible du SAAFF réunit l'ensemble des employés actifs des ministères et organismes de l'administration publique centrale, de même que des organismes distincts participants qui figurent aux annexes I, IV et V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les employés à plein temps, les employés nommés pour une période indéterminée ou déterminée, les employés saisonniers, les employés occasionnels et les étudiants étaient aussi admissibles au sondage, ainsi que les personnes nommées par le gouverneur en conseil.

Comme ce fut fait dans le cadre du SAFF, une approche de recensement a été réalisée dans chacun des 74 ministères et organismes qui ont accepté de participer au sondage². Par conséquent, même

¹ Comme ce fut aussi le cas lors des précédentes éditions du SAFF, la Commission de la capitale nationale (CCN) a été invitée à participer au SAAFF. Toutefois, la CCN est une organisation qui se trouvait en dehors de la population cible selon les annexes I, IV et V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Par conséquent, les résultats subordonnés à la CCN ne sont pas compris dans les résultats liés aux ensembles globaux de données sur la fonction publique et de données agrégées qui seront retenus dans les publications du site Web. La CCN n'a pas non plus été incluse dans le calcul du nombre d'organisations participantes ou dans le calcul du taux de réponse global.

si des erreurs liées aux champs d'observation et à la non-réponse sont possibles, il n'est pas nécessaire de produire des estimés pour les erreurs découlant de l'échantillonnage. Comme il en sera question dans le présent rapport, les données ont été pondérées pour refléter la composition de la population des fonctionnaires au sein de ces 74 ministères ou organismes, suivant leurs propres caractéristiques. Le cadre d'échantillonnage a été créé en utilisant les listes les plus récentes disponibles d'employés admissibles qu'ont transmises les personnes-ressources en RH de chacune des organisations participantes, selon une liste préétablie de variables, au moyen d'un modèle Excel. Après avoir demandé les listes d'employés aux organisations participantes, le SCT a réuni les listes, les a épurées et fusionnées, puis a cherché à repérer les renseignements irréguliers (p. ex., sur le plan des groupes professionnels des divers ministères ou organismes), les adresses électroniques incomplètes et les doubles.

À la demande de certaines organisations, le SCT a offert à l'ensemble des ministères ou organismes comptant au moins 150 employés la possibilité de recevoir une répartition des résultats en fonction de regroupements de leurs données organisationnelles réparties selon un classement au deuxième niveau. Les ministères et organismes souhaitant prendre connaissance des résultats répartis en fonction de leur organisation l'ont signalé à la présentation de leurs listes d'employés et de leurs adresses électroniques. C'est la raison pour laquelle cette question ne faisait pas partie du sondage.

Par la suite, les ministères et organismes ont eu l'occasion de corriger, de supprimer ou d'ajouter des adresses électroniques pour les employés figurant dans leurs listes, une semaine après le début de la collecte des données de sondage, suivant les données réunies au sujet des avis de messages non transmis, de même que pour donner suite aux changements ou modifications de statut des employés.

Au cours de la période de collecte des données de sondage, des organisations ont demandé d'ajouter, de retirer ou de modifier de l'information pour des employés. Cette information a servi dans le cadre de la révision des renseignements, en vue de créer un cadre d'échantillonnage final, sur lequel fonder les taux de réponse de même que les poids attribués aux réponses de sondage.

Le sondage, qui devait au départ se dérouler au cours d'une période de collecte de données de trois semaines, a été prolongé d'une semaine, notamment pour permettre une meilleure participation chez les employés dont les coordonnées ont été ajoutées ou révisées au cours des deux premières semaines de la période de collecte du sondage.

² Les 74 ministères et organismes ayant choisi de participer au sondage représentent plus de 95 % de la population de la fonction publique fédérale. Les 14 autres ministères ou organismes ont choisi de ne pas participer au sondage. Au nombre des 250 093 employés admissibles dans le contexte de la participation à ce sondage, 129 997 personnes ont répondu au sondage, pour un taux de réponse de 52 %.

1.3 *Élaboration et mise à l'essai du questionnaire*

Tandis que le SAFF comprend typiquement plus de 100 questions de sondage, le SAAFF se destinait à être beaucoup plus court. Le questionnaire comprenait 17 questions de base, dont dix provenaient du SAFF de 2014, de même que sept nouvelles questions n'ayant pas de données de comparaison. Le questionnaire comprenait aussi 17 questions démographiques (16 questions provenant du SAFF de 2014, de même qu'une nouvelle question).

Le sondage bilingue s'est principalement déroulé en ligne. Il était toutefois disponible dans d'autres formats (questionnaire papier et entrevue téléphonique) pour offrir à l'ensemble des employés la possibilité de répondre au sondage. Un intervieweur bilingue qualifié a mené les entrevues téléphoniques. En moyenne, il a fallu aux répondants huit minutes pour répondre au questionnaire en ligne.

Les employés dont le nom et l'adresse électronique figuraient sur la liste ont reçu par courriel une invitation bilingue de la part des Associés de recherche EKOS. Le message comprenait une brève description du sondage de même que l'assurance de la confidentialité des réponses, en conformité avec les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Le message renfermait également un hyperlien conduisant au site Web du sondage. Lorsque les employés cliquaient sur le lien du sondage, leur navigateur les conduisait directement à un site Web sécurisé renfermant l'instrument de sondage. Dans le site Web, les participants pouvaient remplir le questionnaire une page à la fois, dans l'une ou l'autre des langues officielles, soit dans la version graphique habituelle, soit au moyen d'une version accessible adaptée. Dans la version accessible, la plupart des aspects de formats (p. ex., les questions avec échelles présentées dans un tableau) étaient éliminés, afin que chaque question soit présentée seule, avec une liste de choix de réponses possibles. Cette version accessible permettait aux personnes recourant aux technologies de lecture d'écran pour personnes ayant une déficience visuelle de participer au sondage. Il s'agissait aussi d'une autre méthode d'accès au sondage pour tous les répondants recourant à un appareil mobile qui pourraient avoir de la difficulté à naviguer dans la version mise en forme du questionnaire.

Des définitions de mots ou d'expressions étaient jointes à chaque question. De plus, une liste exhaustive d'acronymes et de définitions pour les groupes professionnels était jointe dans un hyperlien. Les répondants pouvaient ainsi cliquer sur l'hyperlien, au besoin, puis retourner ensuite au même endroit dans le questionnaire. À chaque écran du questionnaire, les participants avaient la possibilité de choisir l'autre langue officielle ou encore, la version accessible du questionnaire. De plus, chaque page comprenait un hyperlien conduisant à la politique d'EKOS sur la confidentialité des renseignements. Une barre de progression apparaissait également à l'écran pour chaque page du sondage en ligne.

Une version papier du questionnaire a aussi été créée sous forme de livret bilingue, en grand format (8,5 pouces par 11 pouces). Le questionnaire comprenait le même texte d'introduction que celui figurant dans le message électronique d'invitation et dans le sondage en ligne. Une liste de références complètes, réunissant tous les acronymes des groupes professionnels, figurait aussi à l'endos du livret. Une enveloppe de retour adressée et préaffranchie était brochée au milieu du livret pour faciliter le retour du questionnaire rempli. Aucun renseignement personnel permettant de reconnaître les répondants n'était inclus dans le questionnaire papier. Les questionnaires papier ont été livrés (en nombre demandé) à la personne-ressource des Ressources humaines désignée dans chaque ministère ou organisme ayant fait une demande d'exemplaires du questionnaire dans ce format.

Le sondage était inscrit auprès du système d'enregistrement des sondages maintenu par l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM). Une mention précisant l'inscription du sondage apparaissait sur la page couverture des versions en ligne et des versions papier du sondage. Tous les travaux ont été réalisés en fonction des caractéristiques précisées dans notre convention d'offre à commandes conclue avec le gouvernement du Canada et en pleine conformité avec les normes de qualité de l'ARIM et avec les normes de qualité et d'exécution des études au moyen du téléphone qu'a établies le gouvernement du Canada. Toute atteinte à la vie privée devait être signalée, traitée et gérée en conformité avec les dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Suite à sa programmation, le sondage en ligne a fait l'objet d'un examen approfondi mené par les membres des équipes d'EKOS et du SCT. Les aspects évalués étaient les suivants : la formulation, les choix de réponse, les erreurs sur le plan des sauts ou séquences de questions, de même que les coquilles. L'organisation et la présentation du sondage à l'écran ont aussi fait l'objet de l'examen. De plus, les évaluateurs ont vérifié le sondage dans les deux langues. Une fois que les problèmes repérés ont été abordés, il y a eu un nouvel examen. La version accessible a aussi fait l'objet d'un examen interne au sein du SCT, même si certains problèmes ont seulement été cernés subséquentement, au cours de la première semaine de collecte de données, après quoi la programmation a été révisée en conséquence. Ces modifications de programmation touchaient deux questions du sondage programmées pour permettre plus d'une réponse par répondant(e). La version papier a aussi fait l'objet d'un examen approfondi avant l'impression.

Dans une autre phase de la mise à l'essai du sondage, les pare-feu des réseaux ont été évalués auprès des personnes-ressources des TI de chacun des 74 ministères et organismes participants. Le SCT a tenu de nombreuses séances d'information : une séance auprès des personnes-ressources des RH, ainsi que des communications et une séance auprès des personnes-ressources des TI pour communiquer des renseignements détaillés au sujet du sondage. Les Associés de recherche EKOS ont participé à l'élaboration des renseignements techniques figurant dans les documents de communications,

dans le contexte des séances auprès des personnes-ressources des TI. Des représentants des Associés de recherche EKOS ont aussi participé aux séances d'information en matière de TI.

Par la suite, les personnes-ressources en TI étaient invitées à participer à la mise à l'essai du sondage pour veiller à ce que les messages électroniques soient reçus comme prévu et à ce qu'ils apparaissent et fonctionnent comme prévu (p. ex., sur le plan des caractères, des liens, etc.). Dans le cadre de cette mise à l'essai, les personnes-ressources en TI devaient veiller à ce que les liens fonctionnent et à ce qu'il n'y ait pas de problèmes de pare-feu pour les employés à l'échelle de l'organisation. Les Associés de recherche EKOS se sont chargés de faire le suivi de la participation et de la réussite de la mise à l'essai de la TI. Par la suite, ils ont fait un suivi auprès des personnes-ressources des TI pour veiller à ce que la mise à l'essai se déroule bien et pour résoudre toutes les difficultés mises au jour au cours de la mise à l'essai. Malgré la période de mise à l'essai, dans quelques ministères, plusieurs problèmes techniques sont survenus sur le plan du pare-feu. En particulier, dans un ministère, les employés d'une région ne sont pas parvenus à accéder au sondage pendant la première semaine de l'étude. Les Associés de recherche EKOS ont pris contact avec les membres du personnel des TI dans cette région et ils ont collaboré avec eux pour établir une règle de pare-feu permettant au personnel des secteurs touchés d'accéder aux serveurs de collecte des données. Dans plusieurs autres ministères, des messages n'ont pas pu être transmis à cause de difficultés survenues avec certains serveurs de Microsoft Exchange³. Dans quelques ministères, les messages non distribuables ne pouvaient être renvoyés chez EKOS. Les Associés de recherche EKOS ont fait un suivi auprès des ministères qui ne semblaient pas renvoyer les messages non distribuables. Dans la mesure du possible, ces ministères ont produit des listes d'adresses électroniques pour les messages dont l'envoi n'était pas fructueux. Ces données ont servi au calcul des taux de réponse.

Au cours de la période de mise à l'essai, 371 membres du personnel des TI de l'ensemble des ministères ont accédé au sondage dans le cadre de l'examen et 140 l'ont complété. Un certain nombre de problèmes ont été mis au jour, notamment, des courriels tenus à tort pour des pourriels, qui n'ont pas été envoyés, de même qu'un certain nombre de pare-feu ministériels qui n'ont pas permis que les serveurs de collecte de données de sondage fassent l'objet du trafic Internet. Ces enjeux ont été corrigés pendant la période de mise à l'essai, puis ils ont fait l'objet d'une nouvelle mise à l'essai pour veiller à ce que l'accès soit autorisé de nouveau. Dans les grands ministères, d'autres évaluateurs de TI de différents endroits géographiques ont évalué la connectivité dans différents environnements techniques. Ces autres tests ont révélé d'autres problèmes de connectivité, y compris des difficultés liées au filtrage des courriels et aux règles de pare-feu. Ces problèmes ont été réglés avant le lancement du sondage.

³ Le personnel de TI de ce ministère a ouvert un dossier d'incident auprès de Microsoft pour corriger cette situation, tandis que les membres du personnel des Associés de recherche EKOS ont renvoyé des invitations sans les caractères accentués dans la ligne objet afin de tenter de contourner ce problème.

Un certain nombre de mesures ont été prises pour veiller à ce que les serveurs des Associés de recherche EKOS ait une largeur de bande suffisante pour traiter le fort nombre de connexions concurrentes dans le contexte de la réalisation du sondage. L'envoi des invitations par courriel et la collecte des données de sondage se sont déroulés au moyen de serveurs distincts. De plus, Les Associés de recherche EKOS ont mis en œuvre de nombreux serveurs HTML pour produire l'instrument de sondage. Avant le lancement du sondage, Les Associés de recherche EKOS ont recouru à l'outil Apache Benchmarking pour soumettre les serveurs à des tests de résistance faisant appel à des connexions concurrentes afin de mesurer le temps de réponse (la latence) des écrans de chargement. Les Associés de recherche EKOS ont désigné dix serveurs frontaux pour la diffusion de l'instrument de sondage de façon efficiente. La base de données des adresses électroniques a fait l'objet d'une répartition, en vue de répartir ces données entre divers ensembles presque égaux, qui ont été affectés aux dix serveurs de collectes de données. Les données recueillies par les dix serveurs de collecte de données ont ensuite été téléchargées sous forme de données entreposées, puis elles ont été réunies dans une base de données unique pour le suivi de la qualité des données et pour la gestion de l'échantillon. Il convient de souligner que tous les serveurs étaient situés au Canada et qu'aucune donnée n'a été recueillie, traitée ou entreposée à l'étranger.

1.4 *Mise en œuvre du sondage*

Le questionnaire était installé sur dix serveurs Web sécurisés au moyen d'un identifiant personnel ou NIP, afin que seules les personnes ayant reçu un NIP valide puissent y accéder. Le NIP permettait aussi aux répondants de retourner dans le questionnaire du sondage à tout moment, si le questionnaire n'avait pas été complété ou soumis.

Un pré-lancement du sondage s'est déroulé auprès des employés du SCT deux jours avant le lancement principal, en vue de cerner d'éventuels problèmes imprévus, ce qui ne s'est pas produit. Au total, 476 questionnaires ont été remplis lors du pré-lancement, avant le lancement complet du sondage. Par la suite, le sondage a été lancé le 27 février. Des invitations ont été lancées à 250 093 employés (y compris 439 employés de la Commission de la capitale nationale (CCN)). Les envois ont été répartis équitablement au cours d'une période de cinq jours. Pendant cette période, à l'exception des deux plus grands ministères, qui devaient échelonner la mise en œuvre du sondage sur deux jours, les organisations ont reçu leurs invitations au cours d'une journée précise de lancement. Des courriels hebdomadaires de rappel ont été envoyés aux employés n'ayant pas répondu au sondage. L'envoi de ces messages s'est échelonné selon le même calendrier de distribution, condensé toutefois sur quatre jours, plutôt que cinq. Le client a reçu des mises à jour quotidiennes au sujet des taux de réponse, tant pour ce qui concerne l'ensemble que pour chaque organisation, au cours de la première semaine. Après la première semaine,

des rapports hebdomadaires sur les taux de réponse ont été transmis. Au départ, le sondage en ligne devait être disponible pendant trois semaines. Toutefois, au cours de la deuxième semaine, il a été décidé de prolonger le sondage pour une quatrième semaine. De la même façon, au départ, le questionnaire en version papier devait être accepté pendant quatre semaines, mais cette période a été prolongée à cinq semaines. Le sondage en ligne a pris fin le 27 mars. Les questionnaires papier ont été acceptés jusqu'au 3 avril, sauf pour ce qui concerne les employés de la Garde côtière canadienne (GCC).

Au cours de la semaine qui a précédé le lancement du sondage, la décision initiale de la GCC, qui avait choisi de ne pas participer à l'étude, a été renversée. Par conséquent, en plus des 944 exemplaires papier initialement demandés par le ministère des Pêches et Océans (MPO), 1 850 questionnaires papier de plus ont ensuite été envoyés au MPO pour distribution en lots aux employés de la GCC. Étant donné qu'il était acquis que la plupart de ces employés seraient en mer, et qu'ils n'accosteraient qu'à certains intervalles, il a aussi été décidé de prolonger la période de sondage pour les questionnaires papier envoyés à la GCC. L'échéance finale de réception des questionnaires papier des employés de la GCC a été établie au 28 avril.

Les adresses électroniques invalides définies suite aux avis de non-distribution ont été versées dans une liste pour chacun des ministères ou organismes participants. Les différentes listes ont été transmises aux personnes-ressources des RH, qui avaient l'occasion de les mettre à jour, notamment en ajoutant de nouvelles fiches d'employés, entre la première et la deuxième semaine du sondage. Dans certains ministères, des ajouts et révisions considérables ont été apportés aux listes d'employés initiales.

Au cours de la période de collecte de données pour le sondage, un certain nombre de bureaux régionaux ayant des protocoles différents de distribution de courriels et de pare-feu ont constaté des cas où les pare-feu régionaux empêchaient l'accès au sondage. Les Associés de recherche EKOS ont collaboré avec les personnes-ressources des TI à la reprogrammation des pare-feu pour permettre l'accès au sondage dans tous les emplacements à l'échelle du pays.

De plus, certains serveurs régionaux de courriels ne sont pas parvenus à distribuer les invitations électroniques ou encore, ils comportaient des limites quant au nombre de courriels qui pouvaient être envoyés au cours d'une heure à partir d'une seule adresse. Les Associés de recherche EKOS ont travaillé en collaboration avec les administrateurs des courriels afin d'autoriser l'envoi d'un nombre illimité de courriels à partir de l'adresse électronique du SAAFF et afin de modifier les filtres anti-pourriels et de créer une liste blanche au moyen du compte du SAAFF pour veiller à ce que les invitations électroniques soient distribuées.

Tout au long de la période de collecte des données, la charge du serveur a fait l'objet d'un suivi attentif, de même que d'une coordination sur le plan du flux du trafic des invitations électroniques, par

rapport aux connexions concurrentes servant à accéder au sondage. Le besoin d'augmenter ou de réduire le flux des invitations a aussi été examiné. Il n'y a pas eu de problèmes liés à une surcharge du serveur pendant la période de collecte de données.

Les Associés de recherche EKOS ont veillé à offrir du soutien technique pour le déroulement du sondage tout au long de la période de collecte des données. Un numéro sans frais et une adresse électronique ont été attribués au sondage et ils ont été communiqués aux participants dans la page d'invitation et de lancement du sondage. Au cours de la période de collecte, pour chaque jour de semaine, jusqu'à trois agents téléphoniques bilingues qualifiés étaient en attente, disponibles, et une équipe bilingue réunissant six professionnels ont assuré un suivi de la boîte de réception des messages électroniques. Le suivi des appels téléphoniques et des courriels se déroulait le jour même. Du personnel était affecté au numéro sans frais et à la boîte de réception tous les jours de semaine, entre 8 heures et 21 heures (HNE).

Au cours de ces quatre semaines, à la suite de l'envoi de la première invitation, trois rappels ont été envoyés (un rappel par semaine). Le Service de dépannage a aussi reçu 3 539 demandes, commentaires ou demandes de renseignements par courriel, ainsi que 433 appels.

Dans l'ensemble, 130 738 questionnaires ont été complétés. Toutefois, 756 questionnaires complétés ont ensuite été retirés du fichier des données, y compris 230 questionnaires qui ont ultérieurement été éliminés, car ils étaient hors champ de l'enquête, selon les réponses des répondants au sujet de leur situation d'emploi actuelle (ces répondants ayant indiqué qu'ils travaillaient en vertu d'un contrat temporaire de services ou d'un autre contrat; de la même façon, il y a eu 230 demandes de retraits provenant de personnes-ressources des RH du SCT ou d'autres ministères, et 250 employés de la CCN ont été exclus, car ils ne faisaient pas partie des résultats s'attachant à l'ensemble de la fonction publique). Cela comprend les 46 questionnaires papier renvoyés par des employés de la GCC qui ont été reçus après l'échéance. Le nombre de questionnaires complétés faisant partie du fichier final des données s'établit donc à 129 997, y compris 109 681 sondages complétés en anglais et 20 316 sondages complétés en français. Le taux de réponse s'est établi à 52,0 p. 100, sans compter les 808 courriels non distribuables. Voici des renseignements détaillés au sujet du calcul, qui a fait appel à la formule de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing.

Calcul du taux de réponse

Total d'invitations envoyées		250 093⁴
Non valides		0
Invitations envoyées par erreur à des personnes ne satisfaisant pas aux critères	Inconnu	
Adresses électroniques incomplètes ou manquantes	0	
Cas non résolus (U)		808
Messages électroniques d'invitations non distribuables	808	
Invitations électroniques sans réponse	Inconnu	
Admissibles - Non-réponse (IS)		118 532
Non-réponse de répondants admissibles	115 980	
Documents papier non renvoyés ⁵	696	
Refus des répondants	55	
Problème de langue	0	
Répondants non disponibles (à l'extérieur du bureau, etc.)	Non compté ⁶	
Interruptions	1 801	
Admissibles - Réponse (R)		130,753
Sondage complété, mais cas éliminé	506 ⁷	
Complété	130 247 ⁸	
Taux de réponse = R/(U+IS+R)		52,3 %

⁴ Comprend 439 employés de la CCN.

⁵ Concerne exclusivement la GCC.

⁶ Au nombre des 115 980 non-réponses de la part des répondants admissibles.

⁷ Comprend 230 cas éliminés au fil du questionnaire, 230 cas abandonnés à la demande de personnes-ressources du SCT ou des RH et les 46 exemplaires papier reçus après l'échéance.

⁸ Comprend les 250 questionnaires remplis par les employés de la CCN.

Le taux de réponse attribué au questionnaire papier est très faible. Au nombre des 7 822 questionnaires imprimés envoyés aux ministères et organismes, seulement 1 059 questionnaires remplis ont été retournés, y compris les 891 questionnaires du ministère des Pêches et Océans et de la Garde côtière canadienne, au nombre des 2 794 questionnaires acheminés⁹. Seulement 168 des 5 028 questionnaires envoyés aux autres ministères ou organismes ont été retournés.

Voici une répartition des renseignements détaillés réunis au sujet des appels reçus au Service de dépannage :

Nature de l'appel	Nbre d'appels
Demande pour renvoyer le lien	143
Demande d'ajout d'employés	155
Questions/commentaires au sujet de l'objet de l'étude, du contenu, de la portée, de l'admissibilité	51
Entrevue complétée au téléphone	33
Demande de nouveau lien (lien partagé avec quelqu'un)	24
Demande de changement de réponse dans un questionnaire déjà rempli	16
Confirmation d'achèvement ou de non-réponse	11
Difficultés techniques (image figée sur l'écran, lien qui ne fonctionne pas, etc.)	12

⁹ La Garde côtière canadienne (GCC) n'a participé qu'au moyen des documents papier. Aucune invitation électronique n'a été acheminée aux employés de la GCC.

Voici une répartition des messages électroniques reçus :

Motif du message électronique	Nbre de messages électroniques
Demande pour obtenir une nouvelle invitation/invitation non reçue	2 594
Code d'accès manquant/ne fonctionne pas, renvoi de l'invitation/du lien	454
Questions/observations au sujet du sondage (transmises au SCT)	143
Problèmes d'accès/de pare-feu	136
Demande de nouveau lien (lien partagé avec quelqu'un)	110
Préfère ne pas participer/désinscription	44
Demande de changement de réponse dans un questionnaire déjà rempli	30
Questions/observations au sujet de la confidentialité	24
Problèmes au sein du sondage/enjeux de données	4

1.5 *Gestion de la base de données*

Les résultats ont été examinés et traités au moyen des règles générales de révision pour aborder les réponses incohérentes ou invalides. Ces démarches de révision ont supposé le retrait de réponses découlant seulement du respect de la logique de branchement, dans les cas où les répondants étaient redirigés vers les questions antérieures du questionnaire. Suite à des consultations avec le client, des réponses aberrantes ont aussi été éliminées. Il s'agissait de réponses liées au nombre d'années de service avec le ministère ou l'organisme, lorsque la réponse était supérieure à 60 ans. Les groupes professionnels ont été examinés en fonction de l'organisation et ils ont été modifiés ou éliminés au besoin. Les données tirées des questionnaires papier reçus ont aussi fait l'objet d'un examen attentif. Toutes les erreurs de saisie de données ont ensuite été corrigées.

Les Associés de recherche EKOS ont établi un poids pour chaque fiche d'employé(e) participant(e) afin de tenir compte du biais liés à la non-réponse. Le poids a été calculé de façon à ce que le groupe et la population des répondants présentent la même distribution globale, sur le plan des groupes professionnels, que le ministère ou l'organisme en question. Les ministères et organismes dans leur ensemble ont aussi fait l'objet d'un rajustement global. L'application de ces poids tenait compte de la surreprésentation et de la sous-représentation des groupes professionnels dans les ministères et organismes, dans le cadre du sondage, de même que de la surreprésentation et de la sous-représentation globales des réponses par ministère ou organisme. La mise au point de ces poids s'est appuyée sur les procédures mises en œuvre par Statistique Canada pour le SAFF de 2011 et de 2014. En particulier, tous

les cas ont fait l'objet d'une pondération s'attachant à un groupe professionnel précis au sein d'un ministère ou d'un organisme, par rapport à la population (c.-à-d. en fonction du nombre signalé d'employés dans ce groupe professionnel, pour ce ministère ou cet organisme). Lorsque c'était nécessaire de le faire, surtout dans le contexte de populations de tailles modestes, des poids ont été élaborés pour les groupes professionnels en combinant les données réunies avec celles d'autres groupes professionnels dans la même catégorie professionnelle. Les définitions des catégories professionnelles se fondent sur celles qui ont servi à la réalisation du SAFF de 2014.

Afin d'accroître la participation et d'optimiser les taux de réponse, les communications sur le SAAFF pourraient être renforcées afin de sensibiliser davantage la population à la nature annuelle du sondage, y compris la valeur des mesures annuelles, la réduction du fardeau de réponse lié au questionnaire, qui est plus court, et le recours à un fournisseur externe de services de collecte de données, afin d'aborder toute préoccupation liée à la confidentialité ou à la légitimité du sondage. La programmation du SAAFF seulement lors des années pendant lesquelles le SAFF n'a pas lieu, ainsi que le choix d'un moment de mise en œuvre de la collecte de données pendant le printemps ou l'automne, sont aussi des moyens qui pourraient permettre d'augmenter la participation.

Une base de micro-données a été préparée en format SPSS et SAS, avec diverses rubriques de valeurs et de variables en anglais, sans données identifiantes comme les noms ou les adresses électroniques. Les micro-données réunissaient aussi le poids calculé pour chaque fiche. La base de micro-données a été préparée seulement pour l'usage interne de l'équipe de recherche du SCT. Les fichiers de commande nécessaires pour créer les fichiers de système du sondage comprenaient des énoncés détaillés précisant les liens entre les variables, de même que les codes de non-réponse appropriés (par exemple, les codes pour la valeur « sans objet »).

Un ensemble de données agrégées factices a été produit. Cet ensemble comprenait des données étiquetées en format CSV conformément aux caractéristiques de présentation des fichiers définies par le client, dans l'esprit de vérifier la présentation et de vérifier aussi la compréhension commune des caractéristiques. Le fichier de données de sondage agrégées a été fusionné avec les fichiers de données agrégées antérieurs établis lors des éditions de 2014, de 2011 et de 2008 du SAFF, afin de permettre des comparaisons historiques se fondant sur les caractéristiques des organisations et sur leurs caractéristiques démographiques correspondantes. Un fichier maître CSV réunissant des données agrégées finales a produit des résultats globaux pour l'ensemble de la fonction publique, de même que les résultats s'attachant à chaque ministère ou organisme, ainsi qu'en fonction des caractéristiques démographiques. Des ensembles distincts de données agrégées ont été produits pour certaines organisations. Le SCT a envoyé ces ensembles aux personnes-ressources de ces organisations dans le contexte du sondage. Ces ensembles ministériels de données agrégées comprenaient des résultats

s'attachant à l'ensemble de la fonction publique de même que des résultats liés aux différentes organisations, en fonction des caractéristiques démographiques et des unités organisationnelles.

Diverses règles de confidentialité ont été appliquées aux données accessibles à la population pour éviter la diffusion ou la divulgation d'information jugée confidentielle. Ces règles se sont appliquées aux ensembles de données agrégées et aux rapports publiés. Des données ont été exclues selon les règles suivantes :

- Éliminer toutes les cellules dont le nombre de lignes s'établit entre 1 et 9, et toutes les cellules non vides renfermant 1 à 4 réponses pour les questions de nature délicate (portant sur le harcèlement ou la discrimination).
- Si le total des résultats principaux s'attachant à un regroupement de données de deuxième niveau au sein d'un ministère ou d'un organisme s'établit entre 1 et 9, les résultats sont aussi exclus pour le regroupement de deuxième niveau, de même que pour le prochain ensemble de réponses les moins nombreuses s'attachant à cette même question.

Les résultats de sondage s'attachant aux micro-organisations (qui comptent moins de 150 employés) n'ont été présentés qu'au niveau du ministère, et ils n'ont pas fait l'objet de la répartition des données démographiques.

Annexe A
Questionnaire de sondage

INTRO

Sondage annuel auprès des fonctionnaires fédéraux 2017

J'ai le plaisir de vous inviter à participer au premier Sondage annuel auprès des fonctionnaires fédéraux (SAAFF). Le SAAFF est un bref sondage mené auprès des fonctionnaires fédéraux à titre de complément au Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux plus vaste qui est réalisé tous les trois ans.

Le SAAFF est une importante occasion d'exprimer votre opinion sur certains aspects de votre milieu de travail, dont le respect, la diversité et le bien-être. En y donnant votre avis, vous aiderez votre organisation à cerner ce qui fonctionne bien et les améliorations qui s'imposent.

Le SAAFF a été élaboré par le Bureau de la dirigeante principale des ressources humaines du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT). Les associés de recherche EKOS inc., un fournisseur de recherche sur l'opinion publique de confiance et de premier plan pour le gouvernement fédéral, administre le sondage au nom du SCT.

Votre participation à ce sondage est volontaire. Votre identité sera protégée en regroupant vos réponses avec celles des autres répondants pour la publication des résultats. Les réponses individuelles et les résultats pour de très petits groupes de moins de dix répondants ne seront jamais publiés ni partagés avec les organisations. Si vous avez des questions, veuillez vous référer à notre énoncé de confidentialité.

Énoncé de confidentialité :

Les renseignements que vous fournissez sont recueillis en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et seront protégés conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Étant donné que les réponses au sondage ne sont pas attribuées à un individu en particulier, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada ne sera pas en mesure de conférer des droits liés à l'accès ou à la correction des renseignements que vous avez soumis. Pour de plus amples renseignements sur cette activité, veuillez consulter le Fichier de renseignements personnels POU 938 (activités de sensibilisation) dans Info Source. Si vous avez des préoccupations relatives à la confidentialité, veuillez consulter le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du SCT par courriel à atip.aiprp@tbs-sct.gc.ca ou le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, si vous avez d'autres préoccupations relatives à la confidentialité. Ce sondage est inscrit auprès du système d'enregistrement de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM). Vous pouvez confirmer l'enregistrement en appelant au 1-888-602-6742 ext. 8728.

Il faudra environ dix minutes pour répondre au sondage. Veuillez noter que vous avez jusqu'au **24 mars 2017** pour remplir et soumettre le sondage.

Je vous remercie de prendre le temps de faire part de vos points de vue. Votre opinion compte et contribue à améliorer le milieu de travail.

Anne Marie Smart
Dirigeante principale des ressources humaines
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Q1

Mon milieu de travail

1. Mon ministère ou organisme met en place des activités et des pratiques qui favorisent un milieu de travail diversifié.

(Un milieu de travail diversifié inclut tout le monde, indépendamment de la race, de l'origine nationale ou ethnique, de la couleur, des handicaps, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'état matrimonial, de la situation familiale, de la religion, de l'âge, de la langue, de la culture, des antécédents, des intérêts, des points de vue ou d'autres dimensions.)

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q2

2. Dans l'ensemble, mon ministère ou organisme me traite avec respect.
- 1 Fortement d'accord
 - 2 Plutôt d'accord
 - 3 Ni d'accord ni en désaccord
 - 4 Plutôt en désaccord
 - 5 Fortement en désaccord
 - 6 Ne sais pas
 - 7 Ne s'applique pas

Q3

3. On m'encourage à innover ou à prendre des initiatives dans mon travail.
- 1 Fortement d'accord
 - 2 Plutôt d'accord
 - 3 Ni d'accord ni en désaccord
 - 4 Plutôt en désaccord
 - 5 Fortement en désaccord
 - 6 Ne sais pas
 - 7 Ne s'applique pas

Q4

4. Je crois que j'obtiendrais du soutien si je proposais une nouvelle idée, même s'il est possible que celle-ci ne fonctionne pas.
- 1 Fortement d'accord
 - 2 Plutôt d'accord
 - 3 Ni d'accord ni en désaccord
 - 4 Plutôt en désaccord
 - 5 Fortement en désaccord
 - 6 Ne sais pas
 - 7 Ne s'applique pas

Q5

5. Je reçois du soutien au travail pour concilier mon travail et ma vie personnelle.

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q6

6. Je suis satisfait(e) de mon ministère ou organisme.

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q7

7. Dans l'ensemble, j'aime mon emploi.

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q8

Bien-être en milieu de travail

8. Mon (ma) superviseur(e) immédiat(e) crée un environnement où je me sens libre de discuter avec lui ou elle de questions qui touchent mon bien-être au travail.

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q9

9. Mon (ma) superviseur(e) immédiat(e) semble se soucier de moi en tant que personne.

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q10

10. Je dirais que mon milieu de travail est sain sur le plan psychologique.
(Un milieu de travail sain sur le plan psychologique est un milieu qui favorise le bien-être psychologique des employé(e)s et qui cherche activement à éviter de nuire à leur santé psychologique par négligence, insouciance ou de façon délibérée.)

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q11

11. Mon ministère ou organisme fait un bon travail de sensibilisation à la santé mentale en milieu de travail.

- 1 Fortement d'accord
- 2 Plutôt d'accord
- 3 Ni d'accord ni en désaccord
- 4 Plutôt en désaccord
- 5 Fortement en désaccord
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q12

Bien-être en milieu de travail

12. Dans l'ensemble, mon niveau de stress lié au travail est...

- 1 Très faible
- 2 Faible
- 3 Modéré
- 4 Élevé
- 5 Très élevé
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q13

Bien-être en milieu de travail

13. Après ma journée de travail, je me sens épuisé(e) émotionnellement.

- 1 Toujours/Presque toujours
- 2 Souvent
- 3 Parfois
- 4 Rarement
- 5 Jamais/Presque jamais
- 6 Ne sais pas
- 7 Ne s'applique pas

Q14

Harcèlement

Le harcèlement est normalement défini comme une série d'incidents mais peut être constitué d'un seul incident grave lorsqu'il a un impact durable sur l'individu.

Le harcèlement est un comportement inopportun et offensant, d'un individu envers un autre individu en milieu de travail, y compris pendant un événement ou à un autre endroit lié au travail, et dont l'auteur savait ou aurait raisonnablement dû savoir qu'un tel comportement pouvait offenser ou causer préjudice. Il comprend tout acte, propos ou exhibition qui diminue, rabaisse, humilie ou embarrasse une personne, ou tout acte d'intimidation ou de menace. Il comprend également le harcèlement au sens de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* (c'est-à-dire fondé sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la déficience et l'état de personne graciée).

14. Après avoir lu attentivement la définition du harcèlement, au cours des deux dernières années, avez-vous été victime de harcèlement au travail

- 1 Oui
- 2 Non

Q15

15. De la part de qui avez-vous été victime de harcèlement au travail?

(Indiquez toutes les réponses qui s'appliquent.)

- 1 Collègues
- 2 Supérieur(e)s
- 3 Employé(e)s relevant de moi
- 4 Personnes envers lesquelles j'ai une responsabilité de garde (p. ex., détenu(e)s, contrevenant(e)s, patient(e)s, personnes sous garde)
- 5 Personnes d'autres ministères ou organismes
- 6 Membres du public (personnes ou organisations)
- 7 Autre

Q16

Discrimination

La discrimination, c'est le fait de réserver à quelqu'un un traitement différent ou inéquitable en raison d'une caractéristique personnelle ou d'une distinction, intentionnellement ou non, qui a pour effet d'imposer des désavantages non imposés à d'autres, ou d'empêcher ou de restreindre l'accès aux avantages offerts à d'autres membres de la société. Il y a onze motifs de distinction illicite dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne* :

la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la déficience physique ou mentale, et l'état de personne graciée.

16. Après avoir lu attentivement la définition de la discrimination, au cours des deux dernières années, avez-vous été victime de discrimination au travail?

- 1 Oui
- 2 Non

Q17

17. De la part de qui avez-vous été victime de discrimination au travail?

(Indiquez toutes les réponses qui s'appliquent.)

- 1 Collègues
- 2 Supérieur(e)s
- 3 Employé(e)s relevant de moi
- 4 Personnes envers lesquelles j'ai une responsabilité de garde (p. ex., détenu(e)s, contrevenant(e)s, patient(e)s, personnes sous garde)
- 5 Personnes d'autres ministères ou organismes
- 6 Membres du public (personnes ou organisations)
- 7 Autre

PQ18

Renseignements généraux

Les prochaines questions portent sur des renseignements généraux qui seront utilisés afin de mieux comprendre les résultats du sondage. Afin de protéger la confidentialité de vos réponses, celles-ci seront regroupées avec celles d'autres répondants de votre ministère ou organisme. Les réponses individuelles et les résultats des groupes de moins de dix répondants ne sont jamais publiés ou partagés avec les ministères et organismes.

Q18A

18. Travaillez-vous pour le ministère ou l'organisme suivant?

- 1 Oui
- 2 Non

Q18

18. Ministère/organisme

Veillez préciser

- 1 Agence du revenu du Canada
- 2 Emploi et Développement social Canada
- 3 Ministère de la Défense nationale
- 4 Service correctionnel Canada
- 5 Pêches et Océans Canada
- 6 Santé Canada
- 7 Services publics et Approvisionnement Canada
- 8 Statistique Canada
- 9 Agriculture et Agroalimentaire Canada
- 10 Innovation, Sciences et Développement économique Canada
- 11 Environnement et Changement climatique Canada
- 12 Transports Canada
- 13 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
- 15 Ressources naturelles Canada
- 16 Gendarmerie royale du Canada
- 17 Affaires autochtones et du Nord Canada
- 18 Anciens Combattants Canada
- 19 Ministère de la Justice
- 21 Commission de la fonction publique du Canada
- 23 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
- 24 Ministère des Finances Canada
- 25 Commission canadienne des grains
- 26 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- 28 Bureau du Conseil privé
- 29 Commission de la capitale nationale
- 30 Service administratif des tribunaux judiciaires
- 31 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
- 32 Agence de promotion économique du Canada atlantique
- 33 Agence spatiale canadienne
- 35 Instituts de recherche en santé du Canada
- 36 Commission des libérations conditionnelles du Canada
- 37 Services partagés Canada
- 39 Bureau de la sécurité des transports du Canada
- 41 Commission canadienne des droits de la personne
- 42 Commissariat aux langues officielles
- 46 Service des poursuites pénales du Canada
- 47 Agence canadienne d'évaluation environnementale
- 50 Conseil national de recherches Canada
- 53 Sécurité publique Canada
- 54 Office des transports du Canada
- 56 Conseil de recherches en sciences humaines
- 69 Commission canadienne de sûreté nucléaire
- 70 Agence de la santé publique du Canada
- 73 Bureau du secrétaire du gouverneur général
- 74 Bibliothèque et Archives Canada
- 78 École de la fonction publique du Canada
- 80 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
- 81 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

82 Infrastructure Canada
83 Agence des services frontaliers du Canada
86 Agence canadienne d'inspection des aliments
88 Parcs Canada
91 Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs
92 Office national du film du Canada
93 Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
95101 Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire du Canada
95103 Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
95105 Commission du droit d'auteur du Canada
95107 Commission mixte internationale
95109 Conseil des produits agricoles du Canada
95110 Commissariat à la magistrature fédérale
95111 Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
95114 Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC
95119 Comité externe d'examen des griefs militaires
95125 Comité externe d'examen de la GRC
95130 Agence de la consommation en matière financière du Canada
95139 Commissariat au lobbying du Canada
95140 Condition féminine Canada
95143 Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada
95144 Agence canadienne de développement économique du Nord
95145 Savoir polaire Canada
95147 Bureau de l'enquêteur correctionnel
95149 Pétrole et gaz des Indiens du Canada
95150 Tribunal des anciens combattants (révision et appel)
95151 Commissariat à l'information du Canada
995 Je ne peux pas trouver mon ministère ou organisme

Q19

19. Quelle est votre situation professionnelle actuelle?

- 1 Nommé(e) pour une période indéterminée (statut d'employé[e] permanent[e])
- 2 Employé(e) saisonnier(ère)
- 3 Nommé(e) pour une période déterminée
- 4 Employé(e) occasionnel(le)
- 5 Étudiant(e)
- 6 Embauché(e) par l'intermédiaire d'une agence de placement temporaire
- 7 Personne nommée par le gouverneur en conseil
- 8 Autre (p. ex., personnel exonéré des ministres)

Q20

20. Veuillez indiquer votre groupe professionnel.

(Si vous occupez un poste par intérim, indiquez le groupe de ce poste par intérim.)

Veuillez préciser

- 1 AB
- 2 AC
- 3 AD (ONF)
- 4 AD (CNRC)
- 5 AG
- 6 AI
- 7 AO
- 8 AR
- 9 AS
- 10 AS (ONF)
- 11 AU
- 12 BI
- 13 CH
- 14 CIASC
- 15 CIEXC
- 16 CIPTC
- 17 CISPC
- 18 CM
- 19 CO
- 20 CR
- 21 CS
- 22 CX
- 23 DA
- 24 DD
- 25 DE
- 26 DE (ONF)
- 27 DM
- 28 DS
- 29 EC
- 30 EC (ARC)
- 31 ED
- 32 EG
- 33 EL
- 34 EN
- 35 ES
- 36 EU
- 37 EX
- 38 EXPCX
- 39 FB
- 40 FI
- 41 FO
- 42 FR
- 43 FS
- 45 GL
- 46 GR
- 47 GR-EX

48 GS
49 GT
50 HP
51 HR
52 HR/RH (ARC)
53 HS
54 IM
56 IS
57 LC
58 LI
59 LS (CNRC)
60 LP
61 LS
62 MA
63 MD
64 MG
65 NGT
66 MGT
67 MT
68 ND
69 NU
70 OE
71 OM
72 OP
73 OP (CNRC)
74 OP (ONF)
75 PC
76 PE
77 PG
78 PH
79 PI
80 PL
81 PM
82 PM-MCO
83 PO-IMA
84 PO-TCO
85 PR
86 PS
87 PY
88 ACR
89 RE
90 REG
91 REX
92 RLE
93 RO
94 AR (CNRC)
95 SC
96 SE
97 SG
98 SI
99 SO
100 SP (ARC)

101 SP (ONF)
102 SR
103 ST
104 SW
105 TC
106 TI
107 AT
108 TR
109 UT
110 VM
111 WP
112 Autre

Liste de référence

Groupes professionnels Définition des groupes professionnels

AB Pétrole et gaz des Indiens Canada
AC Actuariat
ACR Agents du Conseil de recherches (Conseil national de recherches du Canada)
AD (CNRC) Soutien administratif (Conseil national de recherches du Canada)
AD (ONF) Service extérieur et administratif (Office national du film du Canada)
AG Agriculture (comprend le groupe AG à l'Agence canadienne d'inspection des aliments)
AI Contrôle de la circulation aérienne
AO Navigation aérienne (comprend les sous-groupes CAI, ETP, HPS)
AR Architecture et urbanisme
AR (CNRC) Agents de recherches (Conseil national de recherches du Canada)
AS Services administratifs
AS (ONF) Soutien administratif (Office national du film du Canada)
AT Agent technique (Conseil national de recherches du Canada)
AU Vérification
BI Sciences biologiques
CH Chimie
CIASC Soutien administratif: Échelons 1-5 (Instituts de recherche en santé du Canada)
CIEXC Direction: Échelons 13-16 (Instituts de recherche en santé du Canada)
CIPTC Professionnel et technique: Échelons 6-10 (Instituts de recherche en santé du Canada)
CISPC Haute gestion professionnelle: Échelons 11-12 (Instituts de recherche en santé du Canada)
CM Communications
CO Commerce (ne comprend pas les étudiants COOP)
CR Commis aux écritures et aux règlements
CS Systèmes d'ordinateurs
CX Services correctionnels
DA Traitement mécanique des données (comprend les DAPRO et les DACON)
DD Dessin et illustrations
DE Art dentaire
DE (ONF) Direction (Office national du film du Canada)
DM Sous-ministre
DS Services scientifiques de la défense
EC Économique et services de sciences sociales
EC (CRA) Direction (Agence du revenu du Canada)
ED Enseignement (comprend les sous-groupes EDS, LAT, EST)
EG Soutien technologique et scientifique
EL Électronique
EN Génie et arpentage (comprend les sous-groupes ENG, SUR)
ES Économique, sociologie et statistique (Agence canadienne d'inspection des aliments, Parcs Canada et Agence du revenu du Canada)
EU Soutien de l'enseignement (comprend les sous-groupes PEI, TEA)
EX Direction
EXPCX Direction (Parcs Canada)
FB Services frontaliers
FI Gestion financière
FO Sciences forestières
FR Pompiers

FS Service extérieur
 GL Manoeuvres et hommes de métiers (comprend les sous-groupes AIM, COI, EIM, ELE, GHW, INM, MAM, MAN, MDO, MOC, MST, PCF, PIP, PRW, SMW, VHE, WOW)
 GR Groupe GR (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, Conseil de recherches en sciences humaines)
 GR-EX Direction (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, Conseil de recherches en sciences humaines)
 GS Services divers (comprend les sous-groupes BUS, FOS, LAS, MES, MPS, PRC, STS, LE-GS)
 GT Techniciens divers
 HP Chauffage, force motrice et opération de machines fixes
 HR Recherche historique
 HR/RH (ARC) Ressources humaines (Agence du revenu du Canada)
 HS Services hospitaliers (comprend les sous-groupes HDO et PHS)
 IM Groupe IM (Parcs Canada et Agence canadienne d'inspection des aliments)
 IS Services d'information
 LC Gestion du droit
 LI Gardiens de phare
 LS (CNRC) Bibliothéconomie (Conseil national de recherches du Canada)
 LP Praticien du droit
 LS Bibliothéconomie
 MA Mathématiques
 MD Médecine (comprend les sous-groupes MOF et MSP)
 MG Gestion (Agence du revenu du Canada)
 NGT Directeur / Directrice (Commission canadienne de sûreté nucléaire)
 MGT Gestion (Conseil national de recherches du Canada)
 MT Météorologie
 ND Nutrition et diététique (comprend les sous-groupes ADV, DIT, HME)
 NU Sciences infirmières (comprend les sous-groupes EMA, CHN, HOS)
 OE Mécanographie (comprend les sous-groupes DEO, MEO)
 OM Organisation et méthodes
 OP Ergothérapie et physiothérapie
 OP (CNRC) Groupe OP (Conseil national de recherches du Canada) (comprend les sous-groupes BLDG, CONT, ELEC, HP, CVCR, LSA, MECH, MECL, PLA, PR, PTV, RAC)
 OP (ONF) Exploitation (Office national du film du Canada)
 PC Sciences physiques
 PE Gestion du personnel
 PG Achat et approvisionnement
 PH Pharmacie
 PI Inspection des produits primaires (Commission canadienne des grains) (comprend le groupe PICGC)
 PL Groupe de programmes en leadership
 PM Administration des programmes
 PM-MCO Médiation et de conciliation
 PO-IMA Monitoring et analyse des interceptions (Gendarmerie royale du Canada) (comprend les sous groupes TCO, IMA)
 PO-TCO Opérateurs de télécommunication (Gendarmerie royale du Canada)
 PR Services d'imprimerie (comprend les sous-groupes BIN, COM, OFO, PRC)
 PS Psychologie
 PY Photographie

RE Tous les employés de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada
et de la Commission de la capitale nationale
REG Tous les employés de la Commission canadienne de sûreté nucléaire
REX Direction (Agence de la consommation en matière financière du Canada)
RLE Direction (Commission canadienne de sûreté nucléaire)
RO Radiotélégraphie
SC Équipages de navires (comprend les sous-groupes DED, ERD, SPT, STD)
SE Recherche scientifique (comprend les sous-groupes REM, RES)
SG Réglementation scientifique (comprend les sous-groupes PAT, SRE)
SI Soutien des sciences sociales (Agence du revenu du Canada)
SO Officiers de navire (comprend les sous-groupes FLP, INS, MAO, RAD)
SP (ARC) Services et programmes (Agence du revenu du Canada)
SP (ONF) Scientifique et professionnelle (Office national du film du Canada)
SR Réparation des navires (comprend les sous-groupes APC, APD, APP, BOB, CPS,
DNT, EEW, ELE, EME, INM, MAC, MAM, MDO, MGT, PIP, PLE, PRW, QCW, SMW,
SPS, WOW)
ST Secrétariat, sténographie et dactylographie (comprend les sous-groupes OCE, SCY)
SW Service social (comprend les sous-groupes CHA, SCW)
TC Technique (Office national du film du Canada)
TI Inspection technique
TR Traduction
UT Enseignement universitaire
VM Médecine vétérinaire
WP Programmes de bien-être social
Autre Autre

Q21

21. Veuillez indiquer votre niveau.

(Si vous occupez un poste par intérim, indiquez le niveau de ce poste par intérim. (p. ex., FI-03, indiquez 03))

01

02

03

04

05

06

07

08

09

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

99 Ne sais pas

Q22

22. À quelle collectivité vous identifiez-vous le plus en relation à votre poste actuel?

(Indiquez une seule réponse.)

(Une collectivité est formée d'employé(e)s de la fonction publique qui partagent des fonctions, des objectifs et des intérêts professionnels. Plusieurs employé(e)s peuvent s'identifier à au moins une telle collectivité, mais pas tous (toutes).)

- 1 Service à la clientèle
- 2 Professionnels de la santé
- 3 Régulateurs fédéraux
- 4 Conformité, inspection et mise en application de la loi
- 5 Communications ou affaires publiques
- 6 Accès à l'information et protection des renseignements personnels
- 7 Sécurité
- 8 Sciences et technologie
- 9 Services de bibliothèques
- 10 Services juridiques
- 11 Administration et opérations
- 12 Ressources humaines
- 13 Gestion financière
- 14 Approvisionnement
- 15 Gestion des biens immobiliers
- 16 Gestion du matériel
- 17 Gestion de l'information
- 18 Technologie de l'information
- 19 Vérification interne
- 20 Évaluation
- 21 Sciences des données
- 22 Politiques
- 23 Gestion de projets
- 24 Autres services au public
- 25 Aucune de ces réponses

Q23

23. Êtes-vous un(e) superviseur(e)?

- 1 Oui
- 2 Non

Q24

24. Au total, depuis combien d'années travaillez-vous à la fonction publique fédérale?

98 Moins d'un an

77 Si cela fait un an ou plus, veuillez inscrire le nombre d'années :

Q25

25. Au total, depuis combien d'années travaillez-vous au sein de votre ministère ou organisme?

98 Moins d'un an

77 Si cela fait un an ou plus, veuillez inscrire le nombre d'années :

Q26

26. Travaillez-vous actuellement selon l'un des régimes de travail flexibles suivants?

(Indiquez toutes les réponses qui s'appliquent.)

1 Semaine de travail comprimée

2 Horaire variable (c.-à-d. heures d'arrivée et de départ variables)

3 Télétravail

4 Partage d'emploi

5 Étalement du revenu

6 Congé de transition préalable à la retraite

OU

7 Je ne travaille pas selon l'un de ces régimes de travail flexible

Q27

27. Quelle est votre première langue officielle?

1 Anglais

2 Français

Q28

28. Dans quel territoire ou quelle province travaillez-vous?

(Indiquez une seule réponse.)

- 1 Région de la capitale nationale
- 2 Ontario (à l'exception de la région de la capitale nationale)
- 3 Québec (à l'exception de la région de la capitale nationale)
- 4 Territoires du Nord-Ouest
- 5 Nunavut
- 6 Yukon
- 7 Colombie-Britannique
- 8 Alberta
- 9 Saskatchewan
- 10 Manitoba
- 11 Nouveau-Brunswick
- 12 Nouvelle-Écosse
- 13 Île-du-Prince-Édouard
- 14 Terre-Neuve-et-Labrador
- 15 À l'extérieur du Canada

Q29

29. Quel est votre groupe d'âge?

- 1 24 ans et moins
- 2 25 à 29 ans
- 3 30 à 34 ans
- 4 35 à 39 ans
- 5 40 à 44 ans
- 6 45 à 49 ans
- 7 50 à 54 ans
- 8 55 à 59 ans
- 9 60 ans et plus

Q30

30. Quel est votre sexe?

- 1 Homme
- 2 Femme

Q31

31. Êtes-vous un(e) Autochtone?

(Un Autochtone est un Indien de l'Amérique du Nord ou un membre des Premières Nations, un Métis ou un Inuk (Inuit). Les Indiens de l'Amérique du Nord ou les membres des Premières nations incluent les Indiens de plein droit ou inscrits, les Indiens visés par un traité ainsi que les Indiens non inscrits.)

- 1 Oui
- 2 Non

Q32

32. Êtes-vous une personne handicapée?

(On entend par « personne handicapée » une personne atteinte d'une incapacité à long terme ou récurrente [incapacité physique, mentale, sensorielle, d'ordre psychiatrique ou en matière d'apprentissage] et qui estime être désavantagée sur le plan de l'emploi en raison de cette incapacité ou qu'un employeur, actuel ou potentiel, est susceptible de la considérer comme défavorisée sur le plan de l'emploi en raison de cette incapacité, de même qu'une personne dont les limitations fonctionnelles imputables à son incapacité ont été compensées pour lui permettre d'exercer son emploi ou de s'adapter à son lieu de travail actuel.)

- 1 Oui
- 2 Non

Q33

33. Êtes-vous membre d'une minorité visible?

(Au Canada, il s'agit d'une personne [autre qu'un Autochtone] qui n'appartient pas à la race blanche, peu importe l'endroit où elle est née. Par exemple Noir, Chinois, Philippin, Japonais, Coréen, personne originaire d'Asie du Sud ou des Indes orientales, d'Asie du Sud-Est ou d'Asie occidentale qui n'est pas de race blanche, Nord-Africain ou Arabe, Latino-Américain qui n'est pas de race blanche, personne d'origine mixte [dont l'un des parents fait partie de l'un des groupes de cette liste] ou membre d'un autre groupe de minorités visibles.)

- 1 Oui
- 2 Non

Q34

34. Avez-vous déjà servi dans les forces militaires canadiennes?

(Le service militaire canadien comprend le service avec la Force régulière ou la Force de réserve à titre d'officier ou de militaire du rang. Il ne comprend pas le service avec les cadets.)

- 1 Oui
- 2 Non

THNK

Merci d'avoir répondu à ce sondage.

Annexe B
Taux de réponse selon l'organisation

Organisation	Complétés ¹⁰	Invitations ¹¹	Taux de réponse
1 Agence du revenu du Canada	22 544	40 071	56,3 %
2 Emploi et Développement social Canada	12 136	25 156	48,2 %
3 Ministère de la Défense nationale	10 704	21 765	49,2 %
4 Service correctionnel Canada	6 453	17 813	36,2 %
5 Pêches et Océans Canada	4 970	10 015 ¹²	49,6 %
6 Santé Canada	5 181	9 461	54,8 %
7 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	5 399	11 878	45,5 %
8 Statistique Canada	3 032	5 455	55,6 %
9 Agriculture et Agroalimentaire Canada	3 093	5 463	56,6 %
10 Innovation, Sciences et Développement économique Canada	2 725	4 851	56,2 %
11 Environnement et Changement climatique Canada	3 251	6 744	48,2 %
12 Transports Canada	3 048	4 715	64,6 %
13 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	3 712	7 012	52,9 %
15 Ressources naturelles Canada	2 245	4 361	51,5 %
16 Gendarmerie royale du Canada	3 950	7 704	51,3 %
17 Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	2 817	5 072	55,5 %
18 Anciens Combattants Canada	1 498	2 649	56,5 %
19 Ministère de la Justice	2 524	4 609	54,8 %
21 Commission de la fonction publique du Canada	513	769	66,7 %
23 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	544	1 074	50,7 %
24 Ministère des Finances Canada	409	808	50,6 %
25 Commission canadienne des grains	321	454	70,7 %
26 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	1 417	2 085	68,0 %
28 Bureau du Conseil privé	522	887	58,9 %
30 Service administratif des tribunaux judiciaires	394	649	60,7 %
31 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications	351	482	72,8 %
32 Agence de promotion économique du Canada atlantique	509	616	82,6 %
33 Agence spatiale canadienne	400	644	62,1 %
35 Instituts de recherche en santé du Canada	252	442	57,0 %
36 Commission des libérations conditionnelles du Canada	291	503	57,9 %
37 Services partagés Canada	2 821	5 561	50,7 %
39 Bureau de la sécurité des transports du Canada	180	225	80,0 %
41 Commission canadienne des droits de la personne	135	201	67,2 %
42 Commissariat aux langues officielles	130	173	75,1 %

¹⁰ Comprend les cas complétés en ligne, sur papier et au téléphone.

¹¹ Ne comprend pas les 756 cas exclus suite à une demande d'une personne-ressource du SCT ou des RH.

¹² Nombre artificiellement gonflé pour refléter les 1 674 cas de questionnaires complétés pour lesquels aucune invitation n'a été envoyée.

Organisation	Complétés	Invitations	Taux de réponse
46 Service des poursuites pénales du Canada	622	1 061	58,6 %
47 Agence canadienne d'évaluation environnementale	227	321	70,7 %
50 Conseil national de recherches du Canada	1 782	3 948	45,1 %
53 Sécurité publique Canada	772	1 088	71,0 %
54 Office des transports du Canada	179	241	74,3 %
56 Conseil de recherches en sciences humaines	175	233	75,1 %
69 Commission canadienne de sûreté nucléaire	716	893	80,2 %
70 Agence de la santé publique du Canada	1 278	2 254	56,7 %
73 Bureau du secrétaire du gouverneur général	112	156	71,8 %
74 Bibliothèque et Archives Canada	596	969	61,5 %
78 École de la fonction publique du Canada	395	619	63,8 %
80 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	125	166	75,3 %
81 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada	321	445	72,1 %
82 Infrastructure Canada	277	409	67,7 %
83 Agence des services frontaliers du Canada	6 274	13 676	45,9 %
86 Agence canadienne d'inspection des aliments	3 779	6 570	57,5 %
88 Parcs Canada	2 301	3 996	57,6 %
91 Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	342	573	59,7 %
92 Office national du film du Canada	153	386	39,6 %
93 Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	201	239	84,1 %
95101 Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire du Canada	28	30	93,3 %
95103 Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	17	22	77,3 %
95105 Commission du droit d'auteur Canada	12	14	85,7 %
95107 Commission mixte internationale	22	39	56,4 %
95109 Conseil des produits agricoles du Canada	14	20	70,0 %
95110 Commissariat à la magistrature fédérale Canada	34	53	64,2 %
95111 Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés du Canada	42	63	66,7 %
95114 Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC	52	67	77,6 %
95119 Comité externe d'examen des griefs militaires	33	37	89,2 %
95125 Comité externe d'examen de la GRC	9	9	100,0 %
95130 Agence de la consommation en matière financière du Canada	68	94	72,3 %
95139 Commissariat au lobbying	24	25	96,0 %
95140 Condition féminine Canada	93	122	76,2 %
95143 Commissariat à l'intégrité du secteur public	23	27	85,2 %
95144 Agence canadienne de développement économique du Nord	74	82	90,2 %

95145 Savoir polaire Canada	28	36	77,8 %
95147 Bureau de l'enquêteur correctionnel	27	36	75,0 %
95149 Pétrole et gaz des Indiens du Canada	69	89	77,5 %
95150 Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	55	92	59,8 %
95151 Commissariat à l'information du Canada	71	85	83,5 %
Données manquantes	104	112	92,9 %
Total	129 997	249 764¹³	52,0 %

¹³ 249 764 au total, moins 1 674 (la donnée surévaluée pour le MPO) et plus les 756 cas d'abandon, pour un total de 248 846. Ce résultat (248 846), auquel on ajoute les 808 cas de messages non distribuables et les 439 cas de la CCN qui ont été tenus pour inadmissibles par la suite, passe ensuite à 250 093.

Annexe C
Mode de réponse selon l'organisation

Organisation	En ligne	Au téléphone	Par la poste	Total
1 Agence du revenu du Canada	22 544	0	0	22 544
2 Emploi et Développement social Canada	12 134	1	1	12 136
3 Ministère de la Défense nationale	10 684	1	19	10 704
4 Service correctionnel Canada	6 448	0	5	6 453
5 Pêches et Océans Canada	4 064	15	891	4 970
6 Santé Canada	5 137	0	44	5 181
7 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	5 398	0	1	5 399
8 Statistique Canada	3 024	4	4	3 032
9 Agriculture et Agroalimentaire Canada	3 079	0	14	3 093
10 Innovation, Sciences et Développement économique Canada	2 725	0	0	2 725
11 Environnement et Changement climatique Canada	3 251	0	0	3 251
12 Transports Canada	3 031	1	16	3 048
13 Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	3 711	0	1	3 712
15 Ressources naturelles Canada	2 245	0	0	2 245
16 Gendarmerie royale du Canada	3 950	0	0	3 950
17 Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	2 815	0	2	2 817
18 Anciens Combattants Canada	1 498	0	0	1 498
19 Ministère de la Justice	2 523	1	0	2 524
21 Commission de la fonction publique du Canada	512	0	1	513
23 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	544	0	0	544
24 Ministère des Finances Canada	409	0	0	409
25 Commission canadienne des grains	321	0	0	321
26 Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	1 415	1	1	1 417
28 Bureau du Conseil privé	521	1	0	522
30 Service administratif des tribunaux judiciaires	394	0	0	394
31 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications	351	0	0	351
32 Agence de promotion économique du Canada atlantique	508	0	1	509
33 Agence spatiale canadienne	400	0	0	400
35 Instituts de recherche en santé du Canada	252	0	0	252
36 Commission des libérations conditionnelles du Canada	291	0	0	291
37 Services partagés Canada	2 817	2	2	2 821
39 Bureau de la sécurité des transports du Canada	179	0	1	180
41 Commission canadienne des droits de la personne	135	0	0	135
42 Commissariat aux langues officielles	129	1	0	130
46 Service des poursuites pénales du Canada	622	0	0	622
47 Agence canadienne d'évaluation environnementale	225	1	1	227
50 Conseil national de recherches Canada	1 781	0	1	1 782
53 Sécurité publique Canada	772	0	0	772

Organisation	En ligne	Au téléphone	Par la poste	Total
54 Office des transports du Canada	177	0	2	179
56 Conseil de recherches en sciences humaines	175	0	0	175
69 Commission canadienne de sûreté nucléaire	716	0	0	716
70 Agence de la santé publique du Canada	1 278	0	0	1 278
73 Bureau du secrétaire du gouverneur général	111	1	0	112
74 Bibliothèque et Archives Canada	595	1	0	596
78 École de la fonction publique du Canada	395	0	0	395
80 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	125	0	0	125
81 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada	321	0	0	321
82 Infrastructure Canada	276	0	1	277
83 Agence des services frontaliers du Canada	6 274	0	0	6 274
86 Agence canadienne d'inspection des aliments	3 779	0	0	3 779
88 Parcs Canada	2 280	2	19	2 301
91 Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	342	0	0	342
92 Office national du film du Canada	149	0	4	153
93 Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	200	0	1	201
95101 Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire du Canada	28	0	0	28
95103 Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	17	0	0	17
95105 Commission du droit d'auteur Canada	12	0	0	12
95107 Commission mixte internationale	22	0	0	22
95109 Conseil des produits agricoles du Canada	14	0	0	14
95110 Commissariat à la magistrature fédérale Canada	34	0	0	34
95111 Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés du Canada	42	0	0	42
95114 Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la GRC	52	0	0	52
95119 Comité externe d'examen des griefs militaires	33	0	0	33
95125 Comité externe d'examen de la GRC	9	0	0	9
95130 Agence de la consommation en matière financière du Canada	67	0	1	68
95139 Commissariat au lobbying	24	0	0	24
95140 Condition féminine Canada	93	0	0	93
95143 Commissariat à l'intégrité du secteur public	23	0	0	23
95144 Agence canadienne de développement économique du Nord	74	0	0	74
95145 Savoir polaire Canada	28	0	0	28
95147 Bureau de l'enquêteur correctionnel	27	0	0	27
95149 Pétrole et gaz des Indiens du Canada	59	0	10	69

95150 Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	55	0	0	55
95151 Commissariat à l'information du Canada	71	0	0	71
Données manquantes	104	0	0	104
Total	128 905	33	1 059	129 997